

« Il y a une méfiance grandissante des élites à l'égard du comportement du peuple »

MARC LAZAR

Dans son nouveau livre, *Pour l'amour du peuple*, le professeur émérite à Sciences Po* retrace l'histoire du populisme en France, du général Boulanger à Jean-Luc Mélenchon. Un travail salutaire qui interroge la relation singulière qu'entretiennent les Français et leurs dirigeants.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Martin Bernier

LE FIGARO. - Vous arguez que le populisme est une caractéristique structurelle de la culture politique française depuis la fin du XIX^e siècle. Depuis le temps, pourquoi aucun populiste n'est-il parvenu au pouvoir ?

MARC LAZAR. - Dans toute démocratie, il y a une tension permanente entre la dimension libérale-constitutionnelle et la souveraineté populaire, comme l'a souligné la théoricienne britannique Margaret Canovan. Or, explique-t-elle, quand la dimension libérale et constitutionnelle occulte, néglige, méprise la souveraineté populaire qui lui a donné sa légitimité, le populisme surgit. Marcel Gauchet dit que « le péril populiste est le revers du péril oligarchique ». En France, il y a une tension particulièrement forte entre la représentation et l'expression de la souveraineté populaire depuis la Révolution française.

Cela nourrit les mouvements populistes qui parsèment l'histoire politique française puis commencent à s'inscrire dans la durée à partir des années 1930 et surtout depuis les années 1980. Mis à part le régime de Vichy, dont on peut considérer qu'il présentait une certaine dimension populiste, les chefs de file de ces mouvements ne sont jamais parvenus au pouvoir. Pourquoi ? Car il y a aussi une force de la démocratie républicaine. Dans les années 1930, par exemple, face à la forte pression des ligues, après la tentative d'assaut du Palais Bourbon le 6 février 1934, les partis de gauche forment le Front populaire en 1936.

Votre histoire du populisme en France englobe beaucoup de mouvements disparates : des maos aux « gilets jaunes » en passant par Pierre Poujade et Bernard Tapie. Quelle unité trouvez-vous dans tous ces mouvements ?

L'énoncé de ces noms peut donner l'impression d'un inventaire à la Prévert, mais ils ont bien des choses en commun. La première, c'est la critique des élites. Il y a ensuite cet « amour du peuple », cette valorisation d'un peuple supposé bon, vertueux, contre la classe dirigeante, politique, économique, et parfois contre les « sachants ». On retrouve aussi une personnalisation à outrance avec un leader qui prétend incarner le peuple. C'est le cas de pratiquement tous les populistes, à l'exception de l'épisode très particulier des « gilets jaunes ». Ces mouvements émergent dans des circonstances très semblables. Le populisme surgit quand il y a des moments de grande défiance politique, lorsqu'un gouffre se creuse entre le pays réel et le pays rêlé, pour reprendre l'expression maurassienne entrée dans le langage courant. Dans des moments de crises économiques et sociales importantes auxquelles s'ajoute une interrogation culturelle sur ce que nous sommes, nous, Français. La particularité française tient à l'idée, très présente depuis la Révolution, que la représentation est déjà une forme de captation de la souveraineté populaire. La question ne se pose pas lorsqu'il y a une bonne syntonie entre les représentants politiques et le reste de la population, que le contexte économique et social est favorable et que le pays est porté par une certaine assurance culturelle et identitaire. Mais le doute sur la représentation est une spécificité nationale. Cela remonte à Robespierre, qui déclarait dès 1792 à propos des élus de la nation : « Ils n'étaient, de leur aveu même, que des mandataires du peuple, et ils se sont faits souverains, c'est-à-dire despotiques. »

La France, enfin, est un pays à très fort sentiment national. Et parfois elle se sent affaiblie. Le général Boulanger apparaît après la défaite franco-prussienne ; les années 1930 sont dominées par le sentiment que la grande saignée de la Première Guerre mondiale a affaibli la France ; la guerre d'Algérie est un moment important dans le processus de politisation du poujadisme. Et, depuis les années 1980,

c'est la globalisation qui déstabilise profondément la France et nourrit le populisme.

Comment les différents mouvements populistes, de gauche comme de droite, définissent-ils le peuple ? On retrouve trois définitions différentes. Pour Pierre Poujade, le peuple est composé d'artisans et de commerçants. Pour lui, le peuple, c'est « les gens », le bon sens populaire. On voit la même chose avec Gérard Nicoud et Bernard Tapie. Dans la grande tradition de droite à partir du début du XX^e siècle, et surtout à partir des ligues de l'entre-deux-guerres, le peuple est défini par le sang français. C'est une définition ethnoculturelle. On parle de « Français de souche », pour reprendre une expression à succès de Jean-Marie Le Pen. Du côté de la France insoumise, qui est le premier grand mouvement populiste de gauche, on se réfère à un peuple « métissé », « créolisé ».

Le nouveau livre de l'Institut La Boétie parle de *Nouveau peuple, nouvelle gauche*. Aujourd'hui, pour LFI, le peuple n'est plus la classe ouvrière traditionnelle mais de nouvelles catégories populaires : les déclassés, les urbanisés, les racisés, les ubérisés, toutes cette population qui est aux marges de l'emploi traditionnel et se retrouve dans la diversité ethnoculturelle – les immigrés, les musulmans. Le populisme de gauche défend cette conception du peuple « créolisé » contre ce que Michel Winock a appelé le « nationalisme fermé ».

« Aujourd'hui, pour LFI, le peuple n'est plus la classe ouvrière traditionnelle mais de nouvelles catégories populaires : les déclassés, les urbanisés, les racisés, les ubérisés »

Au cœur des mouvements populistes, il y a un rapport tourmenté à l'État, entre contestation fiscale et défense d'un État fort. Comment cela structure-t-il le populisme français ? Le populisme est souvent nourri par l'idée de révolte fiscale. C'est présent dans le poujadisme, qui fustige un État trop puissant, dirigé par des technocrates qui imposent une fiscalité absolument insupportable. Jean-Marie Le Pen plaiderait aussi pour un État moins interventionniste dans l'économie mais fort sur le plan policier. Cela a évolué avec Marine Le Pen, plutôt favorable à un État social « par amour du peuple », mais du peuple « vraiment » français. Les populistes de gauche, eux, plaident en faveur d'un État puissant, qui pourrait intervenir sur le plan économique et social, contre les politiques libérales qui se développent au niveau européen.

Ce rapport à l'État est l'un des six critères qui vous permettent de distinguer les nationaux-populistes de droite des fascistes.

Quelles sont les autres différences ?

Le fascisme avait une dimension populiste mais le fascisme n'est pas qu'un populisme. Il faut faire attention aux tentations de l'antifascisme, qui veut taxer de fasciste tout mouvement populiste de droite. Cela a été le cas pour le FN, pour le RN, et on a vu en 2024 surgir derrière le Front républicain le slogan « No pasaran », en référence à la guerre civile espagnole contre les franquistes et les fascistes. Il y a pourtant des éléments de différence. Premièrement, dans le fascisme, il y a un État fort. Or le populisme de droite est traversé par une tension manifeste à ce sujet, entre Marine Le Pen, d'un côté, et Jordan Bardella, de l'autre, qui évolue vers une position plutôt libérale. Le second point de distinction est l'idée d'un nationalisme agressif. Les fascistes prônent un nationalisme belliste qui veut conquérir un empire, et Mussolini le fait à partir de 1935, quand il envahit l'Éthiopie. Or le nationalisme d'aujourd'hui est un nationalisme défensif, contre la globalisation et contre les flux migratoires.

Troisièmement, le fascisme a un rapport ambivalent au peuple : Mussolini exalte le peuple mais le critique en même temps. Il dit : « Michel-Ange avait aussi besoin de marbre pour faire ses statues. S'il n'avait eu que de l'argile, il n'aurait été qu'un potier. Un peuple qui a été asservi pendant seize siècles ne saurait, en peu d'années, devenir un peuple conquérant. » Ce peuple italien n'est pas à la hauteur, selon lui, des aspirations totalitaires du fascisme. À plusieurs reprises, il s'énervait contre ce peuple qui a été, selon lui, amoitié par l'Église catholique. Rien à voir avec les populistes contemporains, qui exaltent un peuple supposé bon et vertueux. L'autre aspect est celui de totalitarisme, lié au projet d'engendrer une humanité nouvelle. Je ne vois pas cela chez les nationaux-populistes de droite, sauf peut-être chez certains Américains comme Elon Musk. Contrairement aux fascistes, il n'y a pas non plus d'usage de la violence : le RN condamne la violence et reproche même à la France insoumise d'être violente dans sa rhétorique et son comportement.

Enfin, le changement de paradigme fondamental des néopopulistes contemporains, aussi bien à gauche qu'à droite, est qu'ils se placent du côté de la démocratie. Les populistes aujourd'hui ont un argumentaire extraordinairement puissant qui met en difficulté tous ceux qui sont face à eux : ils expliquent être les meilleurs des démocrates et veulent redonner

la parole au peuple, par l'usage systématique du référendum chez le RN, ou par le mandat impératif chez LFI. C'est une critique très forte des partis traditionnels, auxquels on reproche de craindre le peuple. Aujourd'hui, le populisme prospère grâce à la défiance d'une grande partie du peuple pour les élites. Mais il y a aujourd'hui une méfiance grandissante des élites à l'égard du comportement du peuple. La date clé, c'est le référendum de 2005. Et ce n'est pas la première fois. La III^e République était hantée par la Commune de Paris et par le retour des furies populaires. Il y avait eu avant 1830 et 1848. Toutes les Constitutions qui sont créées après la Seconde Guerre mondiale veulent répondre à la grande aspiration démocratique qui surgit après les années de fascisme et de nazisme, mais elles cherchent en même temps des formules pour maîtriser l'expression de la souveraineté populaire. Précisément parce que le fascisme et le nazisme ont ancré dans les esprits l'idée que le peuple pouvait parfois se tromper.

Le populisme a été davantage théorisé à gauche qu'à droite, avec des penseurs comme Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, que Jean-Luc Mélenchon a rencontrés. Comment cela a-t-il modifié sa conception de la politique ?

Pendant la campagne présidentielle de 2017, Jean-Luc Mélenchon s'adressait aux « gens ». Lors de ses conversations sur YouTube le samedi, il disait : « Bonjour, les gens ». Il s'adressait au peuple en tant que « plebs » : les gens » dans leurs réactions primaires en quelque sorte. Mélenchon essayait de capter cela, surtout pour faire venir à lui les abstentionnistes. Mais Mélenchon travaille aujourd'hui beaucoup sur le *populus*, le peuple politiquement conscient, ou auquel il faut donner une conscience politique. Cela s'inscrit dans une grande tradition de gauche, républicaine, jacobine. Inspirée par la pensée postcoloniale, la France insoumise essaie de comprendre comment évolue la composition sociale du peuple pour transformer les classes marginalisées en un peuple révolutionnaire.

Chez les populistes de droite français, il y a un côté plus pragmatique. Mais ce qui se passe ailleurs pourrait arriver chez nous. En Hongrie, Viktor Orbán essaie de théoriser la démocratie illibérale. Il explique que l'Europe est menacée dans son existence même par la présence musulmane sur le continent européen, et qu'il faut restaurer les valeurs traditionnelles : Dieu, famille, patrie. Une formule qu'emploie aussi Giorgia Meloni. Depuis le discours de JD Vance à Munich, un autre élément est en train de surgir : le vice-président américain esquisse une conception de la démocratie qui est un défi fondamental à l'Europe. Pour lui, il n'y a pas de démocratie en Europe car il y a trop de restriction des libertés. Cette idée que la démocratie est la souveraineté du peuple sans limite est présente chez quelqu'un comme Eric Zemmour, certainement celui qui réfléchit le plus à cette question. Pour le moment, il y a moins de théorisation au RN, incontestablement.

Chantal Mouffe estime que le populisme de gauche doit susciter des passions, des émotions ou encore des fantasmes politiques. Cela explique-t-il aussi la stratégie de mobilisation de LFI, notamment autour de la cause palestinienne ?

Le populisme en général joue beaucoup sur la corde de la sensibilité, des émotions, et parfois de la simplification. Chez Jean-Luc Mélenchon, c'est délibéré. La cause palestinienne est très importante pour lui avec les débordements de type antisémite que l'on a pu observer. Il le fait aussi à visée électorale pour s'adresser à une population de confession musulmane très sensible à ce sujet et à une partie de la jeunesse qui, avec la cause palestinienne, a trouvé sa cause du Vietnam des années 1960-1970. D'autant que Mélenchon cherche explicitement à faire un lien entre le peuple palestinien colonisé et bombardé et la domination du peuple en France.

Dans un contexte où plus personne ne veut se faire l'avocat du « système », tout le monde est-il condamné à devenir populiste ?

En 2022, le RN, LFI et Eric Zemmour ont obtenu plus de 50 % des suffrages. Face à cet enracinement profond des populistes, la grande question que se posent leurs adversaires est : comment réagir ? La tentation de plus en plus forte est de les combattre sur le fond mais d'utiliser un certain style de langage. Dès 2016-2017, Emmanuel Macron se présentait comme un candidat « antisystème ». Gérard Darmanin a déclaré qu'il préférait « le bon sens du boucher-charcutier de Tourcoing » aux enquêtes statistiques. Du poujadisme dans le texte !

On constate donc une diffusion du populisme à tous les niveaux. Peut-être qu'ils ne gagnent pas les élections, mais ils ont déjà gagné la manière de faire de la politique. Cela est accentué en France par la personnalisation du pouvoir consubstantielle à la V^e République. Le génie du général de Gaulle avait été de régler la question de la représentation et de la souveraineté populaire par une Constitution à la fois libérale et représentative, un pouvoir présidentiel et la consultation du peuple régulièrement par référendum. Cela a fonctionné pendant plusieurs années. Mais force est de constater que ce n'est plus le cas. ■

* Professeur émérite d'histoire et de sociologie à Sciences Po, Marc Lazar est titulaire de la chaire Relations franco-italiennes pour l'Europe à l'université Luiss de Rome.



■ POUR L'AMOUR DU PEUPLE
De Marc Lazar,
Gallimard,
320 p., 22,50 €.

